



ARRÊTÉ N° 2024 - 796 AM

**portant réglementation temporaire
de la circulation et du stationnement
des véhicules terrestres à moteur
en agglomération****LE MAIRE DE LA COMMUNE DE LE PORT**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre la Commune, le Département, la Région et l'État ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2213-1 à L.2213-2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de circulation et de stationnement ;

VU le code de la route, notamment ses articles L.325-1 et suivants, R.411-1 à R.411-8 et R.417-10 relatifs aux immobilisations et mises en fourrière ;

VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L.115-1, L.141-10 et L.141-11 ;

VU le décret n° 2005-1148 du 6 septembre 2005 relatif à la mise en fourrière des véhicules et modifiant le code de la route en partie réglementaire ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8^{ème} partie-signalisation temporaire-approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU le règlement de la voirie communale de Le Port approuvé le 9 décembre 2021 ;

VU l'arrêté n° 2024-797 AM du 04 juillet 2024 portant autorisation de voirie au profit de la société **HYDROTECH** ;

VU les demandes d'arrêté de circulation sur le domaine public de la Ville de Le Port émises par la société **HYDROTECH** le 20 juin 2024 ;

VU l'état des lieux ;

CONSIDERANT qu'il convient de prendre des mesures de sécurité dans le cadre des travaux de renouvellement et raccordement du réseau AEP sur plusieurs voies ;

CONSIDERANT la nécessité d'édicter une réglementation particulière et provisoire de la circulation et du stationnement sur le lieu et aux abords du chantier afin de prévenir les risques et assurer la sécurité des usagers ;

A R R Ê T E

Article 1 : Dans le cadre des interventions de la société **HYDROTECH** qui se dérouleront du 10 juillet 2024 au 17 octobre 2024 de 8h00 à 17h00, la réglementation suivante s'appliquera uniquement lors de l'intervention de l'entreprise et selon les modalités suivantes sur :

- Allée Louise Labbé (portion comprise entre l'avenue du 20 Décembre 1848 et la rue Rémi Belleau)

- La circulation de tous types de Véhicules légers Motorisés sera interdite. Une déviation sera mise en place par les allées Louise Labbé, Rémi Belleau, Lavoisier, Jean Etienne Liotard et la rue Banville dans les sens de circulation actuels ;
- La vitesse sera limitée à 30km/h sur les voies adjacentes ;
- La circulation piétonne sera interdite aux abords de la zone des travaux ;

- Allée Rémi Belleau (portion comprise entre l'allée Lavoisier et allée Franz Liszt)

- La circulation de tous types de Véhicules légers Motorisés sera interdite. Une déviation sera mise en place par les allées Lavoisier, Jean Etienne Liotard et la rue Banville dans les sens de circulation actuels ;
- La vitesse sera limitée à 30km/h sur les voies adjacentes ;
- La circulation piétonne sera interdite aux abords de la zone des travaux ;

- Allée Franz Liszt

- La circulation de tous types de Véhicules légers Motorisés sera interdite ;
- Le stationnement de tous types de Véhicules légers Motorisés sera interdit ;
- La vitesse sera limitée à 30km/h sur les voies adjacentes ;
- La circulation piétonne sera interdite aux abords de la zone des travaux ;

- Les usagers devront se conformer à la signalisation mise en place par la société **HYDROTECH**, responsable des travaux.

Article 2 : Dans le cadre de la mise en place de la signalisation, la société **HYDROTECH** veillera à sécuriser le cheminement des piétons et des personnes à mobilité réduite pendant toute la durée des travaux.

Article 3 : En dehors des interventions susmentionnées, la réglementation usuelle relative à la circulation et au stationnement s'applique.

Article 4 : Tous les agents de la force publique, dûment habilités sont chargés chacun en ce qui le concerne, de faire appliquer les présentes dispositions. Les véhicules en infraction pourront si nécessaire être mis en fourrière.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché sur les sites concernés et publié sous forme électronique sur le site internet de la commune (www.ville-port.re) dans son intégralité, sous un format non modifiable et dans des conditions propres à en assurer la conservation, à en garantir l'intégrité et en effectuer le téléchargement.

Article 6 : Madame la Directrice Générale des Services par intérim, Monsieur le chef de la Police Municipale, Monsieur le Commissaire de Police Nationale de Le Port et Monsieur le Directeur de la société **HYDROTECH** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Le délai de recours contre le présent arrêté auprès du Tribunal Administratif de Saint-Denis est de deux mois à compter de sa publication.



Le Port, le **04 JUIL 2024**
Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale Adjointe des Services
LE MAIRE
Marietta DENNEMONT